Non à l’élection du Conseil fédéral par le peuple !

Soumis par Vladimir D'Angelo
03-05-2013
Dernière mise à jour : 03-05-2013

Oui au succès de la Suisse ! Non à l’élection du Conseil fédéral par le peuple !Le PDC s’engage en faveur du maintien d’un système politique suisse qui a fait ses preuves. Avec l’élection du Conseil fédéral par le peuple, l'UDC cherche à ébranler l’un des principaux piliers de la Suisse : celui de la concordance. La collégialité au sein du Conseil fédéral – lorsque des personnes de différents partis gouvernent ensemble sur le pays – deviendrait passablement plus difficile. C’est pourquoi, à l’instar du PLR, du PS, des Verts, du PVL, du PBD et du PEV, le PDC rejette clairement l’élection du Conseil fédéral par le peuple.Un comité interpartis composés de représentants du PLR, du PS, du PDC, des Verts, du PBD, du PVL et du Parti Pirate a expliqué aujourd’hui pourquoi l’élection du Conseil fédéral par le peuple serait néfaste pour la Suisse.
Le système actuel de la concordance – l’implication de toutes les forces politiques importantes ainsi que l’orientation vers le consensus – a doté la Suisse d’une grande stabilité et constitue un avantage considérable.Ce qui fonctionne au niveau cantonal n’est pas garant de réussite au niveau national. A la différence des élections cantonales, la campagne électorale du Conseil fédéral par le peuple s’étendrait sur l’ensemble de la circonscription : les 26 cantons de la Suisse et les 4 régions linguistiques. Le temps et les fonds nécessaires seraient énormes. Les membres du Conseil fédéral se retrouveraient perpétuellement en campagne et ne pourraient pas travailler ensemble de manière objective et collégiale. Les compromis et la collégialité deviendraient impossibles. Le show s’immiscerait dans la politique. S’ensuivraient des indiscrétions incessantes et une politique immobilisée – notamment à cause des blocages entre le Parlement et le Conseil fédéral. De plus, à chaque prise de décision, se poserait la question de l’indépendance des conseillers fédéraux vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds.Le changement de système serait également néfaste pour la cohésion nationale : les candidats des cantons plus petits ou faiblement peuplés, comme le Tessin, n’auraient guère de chances d’être élus au Conseil fédéral. La règle du quota mettrait en concurrence la Suisse romande et le Tessin évinçant ce dernier du Conseil fédéral. Il est aussi très révélateur que le texte de l’initiative oublie complétement le quatrième groupe linguistique du pays : les Romanches.Le système actuel garantit à la Suisse une stabilité politique unique au monde qui constitue un avantage fondamental. L’abandon inutile d’un système qui a fait ses preuves pour le remplacer par des campagnes électorales populistes permanentes mettrait en péril le modèle à succès de la Suisse et doit être rejeté.